

REL@COM
LANGAGE ET COMMUNICATION

Ile Colloque international pluridisciplinaire

2nd Multidisciplinary International Colloquium

« Le réchauffement climatique vu d'Afrique : discours et représentations au carrefour des disciplines »

“Global warming seen from Africa: discourse and representations at the crossroads of disciplines

Les 28, 29 & 30 novembre 2023
Campus 2, UAO (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Université Alassane Ouattara
UFR Communication,
Milieu et Société

*Département des Sciences du Langage
et de la Communication*



REL@COM
LANGAGE ET COMMUNICATION

Ile Colloque international pluridisciplinaire

2nd Multidisciplinary International Colloquium

« Le réchauffement climatique vu d'Afrique : discours et représentations au carrefour des disciplines »

“Global warming seen from Africa: discourse and representations at the crossroads of disciplines

Les 28, 29 & 30 novembre 2023
Campus 2, UAO (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Université Alassane Ouattara
UFR Communication,
Milieu et Société

*Département des Sciences du Langage
et de la Communication*



REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : [2617-7560](#)

Directeur de Publication : Professeur N'GORAN-POAMÉ Léa M. L.

Directeur de Rédaction : Professeur Jean-Claude OULAI

Comité Scientifique

Prof. ABOLOU Camille Roger, Université Alassane Ouattara
Prof. Alain KIYINDOU, Université Bordeaux-Montaigne
Prof. Azoumana OUATTARA, Université Alassane Ouattara
Prof. BAH Henri, Université Alassane Ouattara
Prof. BLÉ Raoul Germain, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. Claude LISHOU, Université Cheikh Anta Diop
Prof. Edouard NGAMOUNSIKA, Université Marien Ngouabi
Dr Francis BARBEY, MCU, Université Catholique Lomé
Prof. GORAN Koffi Modeste Armand, Université F. Houphouët-Boigny
Dr Jérôme VALLUY, MCU, HDR, Université Panthéon-Sorbonne
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara
Prof. KOUAMÉ Kouakou, Université Alassane Ouattara
Prof. MAKOSSO Jean-Félix, Université Marien Ngouabi
Prof. NANGA A. Angéline, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. POAMÉ Lazare Marcelin, Université Alassane Ouattara
Prof. TRO Dého Roger, Université Alassane Ouattara

Comité de Rédaction

Prof. ABOLOU Camille Roger
Prof. KOUAMÉ Kouakou
Prof. Jean-Claude OULAI
Dr N'GATTA Koukoua Étienne, MCU
Dr NIAMKEY Aka, MCU
Dr Oumarou BOUKARI, MCU

Comité de Lecture

Prof. IBO Lydie
Prof. KOFFI Ehouman René
Dr N'GATTA Koukoua Étienne, MCU
Dr ASTÉ N'Cho Jean-Baptiste, MCU
Dr IRIÉ Bi Tié Benjamain
Dr ADJUÉ Anonkpo Julien
Dr COULIBALY Daouda
Dr KOUADIO Gervais-Xavier
Dr KOUAMÉ Khan

Marketing & Publicité : Dr KOUAMÉ Khan

Infographie / Web Master : Dr TOURÉ K. D. Espérance / SAnguen KOUAKOU

Éditeur : DSLC

Téléphone : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

Courriel : soumission@relacom-slc.org

Indexation : <https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>
<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

Site Internet : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. Recommandations aux auteurs

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. Normes Editoriales (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. Règles d'Ethiques et de Déontologie

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

AXE 1 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, GOUVERNANCE POLITIQUE, GOUVERNANCE VERTE ET GÉNÉRATIONS FUTURES

1. IRIÉ Bi Tié Benjamain / DJADOU Ané Armal (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Discours et actions communicationnelles de l'État ivoirien dans la dynamique de la diplomatie climatique 10
2. KONAN Kouassi Frédéric / SIBIRI Yéo (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Rechauffement climatique et gouvernance politique : pour la valorisation de la communication des risques 27
3. YEO tenan (Université de San Pedro, Côte d'Ivoire)
Des "donneurs de leçons" et des "climatosceptiques" : quand le discours institutionnel devient un catalyseur des représentations cognitivo-discursives 37

AXE 2 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DISCOURS MÉDIATIQUES, SAVOIRS ET ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE

4. GBODJÉ Brice Aubain (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
L'usage de Facebook dans la sensibilisation sur le changement climatique en Côte d'Ivoire : analyse des actions communicationnelles du MINEDDTE 48
5. LAMAH-KAGBA Nina Roseline (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Des enjeux de la communication dans l'appropriation de l'Intelligence Artificielle au dérèglement climatique en Côte d'Ivoire 62
6. NIAMKEY Aka / SORO Oumar Go N'Golo Emmanuel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Les RSN comme relais des discours officiels de l'État de Côte d'Ivoire dans la lutte contre le rechauffement climatique 71
7. N'CHO Ignace Yébi (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Représentations sociales du rechauffement climatique et discours médiatique 82

AXE 3 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ACTIONS CLIMATIQUES, DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROIT DE L'HOMME

8. BOUADOU Koffi Jacques Anderson (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Analyse communicationnelle des impacts du rechauffement climatique sur les droits des enfants en Côte d'Ivoire 93

9. Khan KOUAMÉ / Kouakou Guillaume YAO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
De la dynamique informationnelle de la SODEXAM à la logique des représentations sociales face au défi du changement climatique en Côte d'Ivoire 105
10. KOUAMÉ Kouakou Hilaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Information, communication et éducation des écoliers à l'écocitoyenneté : une barrière contre le réchauffement climatique 116

AXE 4 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, SECURITÉ (ALIMENTAIRE, ÉCONOMIQUE, ÉNERGÉTIQUE, SANITAIRE) ET RELATIONS INTERNATIONALES

11. Bi Kahou Albert DJE / Richmond Goblin IRIÉ Bi (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
TIC et marketing innovant dans la gestion des projets écologiques en zones savañicoles de Côte d'Ivoire 129
12. KOUAMÉ Aya Carelle Prisca épouse. KONATÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / AKÉ Affoué Hélène (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Dynamique d'une communication d'adaptation climatique agricole en vue d'une sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire 142

AXE 5 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET RSE

13. AMON Imbie Anicette épouse. FOLOU / AHIZI Anado Jean Michel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Communication et problématique de la responsabilité sociétale de l'entreprise UBIPHARM dans la gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire 153

AXE 6 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, VIE, SURVIE DES LANGUES AFRICAINES ET DYNAMIQUES LINGUISTIQUES

14. BONKOUNGOU Pelga (Université Norbert Zongo, Koudougou-Burkina Faso)
L'enseignement bilingue au Burkina Faso : une alternative crédible pour une meilleure diffusion et perception des enjeux du concept de réchauffement climatique 166
15. KOFFI Kouakou Mathieu (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Le tandem feu de brousse et réchauffement climatique à l'ordre du jour en Côte d'Ivoire : vers une ingéniosité de gestion inclusive avec l'alphabétisation fonctionnelle 176
16. N'GATTA Koukoua Etienne / ALLÉ Chiayé Mariette Amandine (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Changement climatique et évaluation du temps : regard croisé culture Aboué et culture Akyé 192
17. SILUÉ Kolo (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Le monde agricole à l'épreuve des changements climatiques : quel discours alternatif pour un changement de comportement ? 202

AXE 1 :
RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, GOUVERNANCE POLITIQUE,
GOUVERNANCE VERTE ET GÉNÉRATIONS FUTURES

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET GOUVERNANCE POLITIQUE : POUR LA VALORISATION DE LA COMMUNICATION DES RISQUES

KONAN Kouassi Frédéric
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
fredkonan2000@yahoo.fr

SIBIRI Yéo
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
yeosibiri2020@gmail.com

Résumé :

Les défis imposés aux pays en général et aux Etats africains en particulier pour faire face au réchauffement climatique sont multiples et complexes. La plupart des stratégies et moyens de prévention et de gestion des risques climatiques mis en œuvre dans de nombreux pays demeurent difficiles dans leur applicabilité. Cette situation laborieuse paralyse souvent les décideurs politiques qui font face à des crises climatiques de plus en plus fréquentes et violentes.

De ce fait, une contribution à la réflexion sur les mesures à prendre pour réduire les effets climatiques sans que l'économie des pays africains notamment celle de la Côte d'Ivoire ne s'enlise profondément, s'impose. La question à l'origine de la présente réflexion est : comment la communication des risques peut-elle contribuer à un engagement accru des acteurs et des populations concernées en vue de réduire les conséquences désastreuses du réchauffement climatique ? Ce travail vise à valoriser la communication des risques dans la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire.

La méthodologie de l'étude adopte une démarche qualitative basée sur la technique de l'étude documentaire et des entretiens pour collecter des données. L'analyse de ces données a permis de conclure que les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements climatiques ne sont pas efficaces dans la mesure où elles ne respectent pas les standards d'une communication des risques, c'est-à-dire une communication qui privilégie la perception des risques et leur bonne représentation par les populations concernées.

Mots clés : communication des risques, gouvernance climatique, politique, réchauffement climatique, valorisation

Abstract :

The challenges imposed on countries in general and African states in particular to deal with global warming are multiple and complex. Most of the strategies and means of prevention and management of climate risks implemented in many countries remain difficult in their applicability. This difficult situation often paralyzes political decision-makers who face increasingly frequent and violent climate crises.

Therefore, a contribution to the reflection on the measures to be taken to reduce climate effects without the economy of African countries, particularly that of Côte d'Ivoire, becoming deeply bogged down, is essential. The question at the origin of this reflection is: how can risk communication contribute to an increased commitment of the actors and populations concerned with a view to reducing the disastrous consequences of

global warming? This work aims to promote risk communication in climate governance in Côte d'Ivoire.

The methodology of the study adopts a qualitative approach based on the technique of documentary study and interviews to collect data. The analysis of this data made it possible to conclude that communications from the Ivorian government and NGOs on climate change are not effective to the extent that they do not respect the standards of risk communication, i.e. say communication that favors the perception of risks and their proper representation by the populations concerned.

Keywords : risk communication, climate governance, policy, global warming, valuation

Introduction

Le changement climatique est un phénomène mondial dont les effets sont devenus quasi insupportables pour les pays en développement et particulièrement ceux de la région africaine. Des millions de personnes sont affectées et parfois même mises en danger par des événements climatiques extrêmes. Les fortes pluies, les inondations, les tempêtes de neige et de grêle, les tsunamis et les canicules ont des répercussions non seulement sur notre quotidien, mais également sur les infrastructures et l'économie. La complexité de ces événements impose aux gouvernants des défis multiples pour assurer la sécurité des populations. Cependant, la plupart des stratégies et moyens de prévention et de gestion des risques climatiques mis en œuvre dans de nombreux pays demeurent difficiles dans leur applicabilité.

En Côte d'Ivoire, la communication faite par le gouvernement et les autres acteurs dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques ne met pas l'accent sur la perception des risques par les populations cibles. Or, on ne peut faire abstraction de cette perception car c'est elle qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent pour en atténuer les conséquences (Guindon, 2017).

Dans ce contexte, il apparaît intéressant d'analyser les pratiques communicationnelles des structures étatiques et des ONG dans le cadre de la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire pour répondre aux questions suivantes : comment la communication des risques peut-elle contribuer à un engagement accru des acteurs et des populations concernées en vue de réduire les conséquences désastreuses du changement climatique ? Les communications des structures gouvernementales et des ONG sont-elles efficaces pour réduire les risques climatiques ? Ce questionnement nous amène à définir le postulat selon lequel les communications du gouvernement et des ONG sur les changements climatiques ne sont pas efficaces parce qu'elles sont linéaires et ne prennent pas en compte la perception du risque par les populations concernées.

Ce travail vise à valoriser la communication des risques dans la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire pour une action efficace contre le réchauffement de la planète. Pour ce faire, la structure de cette étude se présente comme suit : dans un premier temps, nous traitons des déterminants d'une communication des risques. La méthodologie et les résultats de l'analyse documentaire et des données recueillies suite à l'entretien semi-directif sont présentés. La discussion nous permet d'apprécier dans quelle mesure, la communication interactive axée sur la perception des risques par les populations contribue à la lutte contre le réchauffement climatique. Nous tirons finalement les conclusions sur la manière de valoriser la communication des risques pour une riposte climatique efficace.

1. Ancrage théorique

Valoriser la communication des risques dans le cadre de la lutte contre le réchauffement de la planète c'est promouvoir avant tout la communication préventive qui met l'accent sur la perception du risque et sa représentation par les populations concernées (J.B. Guindon, 2017 : 6). Cet article prend donc son ancrage dans la théorie des représentations sociales. Une représentation sociale est l'image qu'un individu a d'une réalité en fonction des savoirs qui lui ont été transmis (endogène et exogène) et des expériences qu'il a vécues. La représentation construit donc la réalité sociale. Pour Abric (1994), « toute réalité est représentée, c'est-à-dire appropriée par l'individu ou le groupe, reconstruite dans son système cognitif, intégrée dans son système de valeurs, dépendant de son histoire et du contexte social et idéologique qui l'environne ». Dans le contexte environnemental, la théorie des représentations sociales offre un éclairage particulier favorisant une meilleure compréhension des rapports entre la personne, le groupe social et l'environnement ; elle permet de mieux saisir les dynamiques sociales impliquées dans les enjeux environnementaux (C. Garnier et L. Sauvé, 1999 : 5). Placées à la frontière du psychologique et du social, les représentations sociales permettent aux personnes et aux groupes de maîtriser leur environnement et d'agir sur celui-ci.

Aborder la thématique du réchauffement climatique vu d'Afrique, sous l'angle de la perception-représentation nous permet de valoriser la communication des risques pour prévenir les catastrophes imminentes et changer le cours potentiellement dramatique des choses (Soulé, Reynier et Corneloup, 2007 ; Seeger, 2006).

2. Méthodes

Pour atteindre l'objectif de cette étude, nous avons eu recours à la méthode qualitative. Il s'agissait d'analyser les pratiques communicationnelles des structures étatiques et des ONG dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Pour ce faire, nous avons observé les archives documentaires écrites et audiovisuelles portant sur les communications des structures gouvernementales et non gouvernementales, et conduit un entretien semi directif.

L'analyse documentaire a porté sur un corpus composé de documents d'institutions, de coupures de presse et d'émissions audiovisuelles sur la période de janvier 2021 à novembre 2023. Au total, nous avons pu recenser vingt-huit (28) communications, tirées de plusieurs sources³. Il s'est agi d'analyser la communication sur le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire pour savoir si cette dernière est conforme au standard d'une communication des risques, c'est-à-dire une communication intervenant avant, pendant et après la crise et qui privilégie la perception des risques par les publics cibles. Car c'est cette perception qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent en vue d'en atténuer les effets⁴.

Pour l'entretien semi-directif, un responsable du Ministère de l'Environnement et du Développement durable a été interrogé sur la politique de l'État ivoirien en matière de lutte contre le réchauffement climatique. À travers le guide d'entretien administré, l'accent a été mis sur le caractère interactif de la communication faite par les institutions étatiques en vue de contribuer à la réduction du réchauffement climatique.

³ RTI, AIP, L'IntelligentTV, www.Gouv.ci, Site du Ministère des Eaux et Forêts, IRD

⁴ Motulsky, B., Guindon, J.B. et Tanguay-Hébert, F. (dir.) (2017). Communication des risques météorologiques et climatiques. Québec, Presse de l'Université du Québec, P7.

3. Résultats

Cette section expose les résultats découlant du traitement des données obtenues au moyen de l'observation documentaire et de l'entretien semi-directif. Il s'agit ici de montrer le caractère des communications et d'analyser l'argumentation dans le discours des structures gouvernementales et non gouvernementales sur le réchauffement climatique. Cette présentation sera structurée en deux parties. Dans un premier temps, nous présentons les résultats de l'observation des coupures de presse, des émissions radio et télé et autres documents institutionnels portant sur le caractère interactif ou linéaire des communications des structures gouvernementales et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans la lutte contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. Dans un deuxième temps, nous exposons l'argumentation dans le discours des structures étatiques et des ONG pour freiner ce phénomène mondial.

3.1. Le caractère des communications des structures étatiques et des ONG sur le réchauffement climatique

La communication des risques repose sur un processus qui se fait sur le long terme depuis la perception du risque par les publics cibles jusqu'à l'après crise, en passant bien entendu par sa survenue. Il s'agit ici d'observer les communications des structures étatiques et des ONG qui sensibilisent sur le réchauffement climatique pour voir si ces communications respectent le standard d'une communication des risques.

3.1.1. Au niveau des structures gouvernementales

L'une des difficultés rencontrées lors de la phase de collecte des données réside dans la rareté des informations sur les campagnes de sensibilisation menées par les structures étatiques en matière de lutte contre le réchauffement climatique, contrairement aux nombreuses décisions et actions disponibles au plan politique. Cette réalité a été confirmée par le Responsable Technique Changement Climatique du Ministère de l'Environnement et du Développement durable qui a reconnu que « *Sur le plan politique, les autorités l'ont prouvé par l'adhésion du pays à tous les instruments juridiques de la convention cadre des nations unies sur les changements climatiques et surtout l'élaboration des documents de politiques et stratégie* » (entretien réalisé avec monsieur K.K.P, le 24 novembre 2023). Au final, nous avons pu recueillir, à partir des sites internet du gouvernement et du Ministère des Eaux et Forêts, 8 communications émanant du Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de celui des Eaux et Forêts. L'observation faite des documents écrits et audiovisuels montre que la majorité des communications des structures gouvernementales (6) sur le réchauffement climatique sont des communications préventives et à caractère interactif. Sur huit (8) communications observées, six (6) sont basées sur des échanges ; ce qui représente 75% des communications étudiées. La photographie ci-dessous présentant des élèves du Lycée municipal de Maféré à une séance de sensibilisation organisée par les agents du Ministère des Eaux et Forêts, le jeudi 20 mai 2021 sur le thème « *Apport du reboisement dans la lutte contre le réchauffement climatique* » illustre bien cette réalité.



Photo 1 : Des élèves du Lycée municipal de Maféré sensibilisés pour la lutte contre le réchauffement climatique

Source : www.eauxetforets.gouv.ci/actualités

Une autre illustration du caractère interactif et dialogique de la communication des structures étatiques dans la lutte contre le réchauffement climatique est l'atelier de renforcement des capacités sur le projet Transition Bas Carbone, organisé par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable à l'endroit des acteurs non étatiques (La société civile, les médias et le secteur privé). Cette rencontre de formation qui s'est tenue le mardi 22 août 2022 à Abidjan a été aussi un cadre d'échanges pour faire comprendre et connaître les enjeux liés aux changements climatiques. Cette activité est conforme à la politique de sensibilisation de ce ministère qui, selon le Responsable Technique Changement Climatique, « *consiste à expliquer à la population les causes de la hausse des émissions et les impacts du changement climatique. Il faut pour chaque cause énumérée, identifier les activités correspondantes, les bonnes pratiques à effectuer et les impacts liés* ». En témoigne la photo 2 ci-dessous.

Photo 2 : Atelier de renforcement des capacités des acteurs non étatiques sur les enjeux liés aux changements climatiques à Abidjan

Source : www.gouv.ci/-actu alité-article.php?recordID=15633

3.1.2. Au niveau des ONG et de la société civile

À l'instar des structures étatiques, la société civile et les ONG ivoiriennes mènent des activités d'information et de sensibilisation sur le territoire national, dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Mais contrairement aux structures gouvernementales, ces organisations sont plus présentes sur le terrain et mènent de

multiples activités de sensibilisation. Dans le cadre de notre recherche documentaire, nous avons pu observer vingt (20) communications émanant de ces organisations à travers des sites internet et des coupures de presse. Sur ces communications observées, seize (16) sont à caractère interactif, soit 80% des interventions analysées. À titre d'exemple, la photographie 3 présente *une des séances de projection de films suivies d'échanges avec des lycéens de la ville d'Abidjan*, organisées par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), du 10 au 25 novembre 2022. Seules quatre (4) communications sur la vingtaine observée ont un caractère linéaire et diffusionniste. La photographie 4 ci-dessous montrant *une marche de sensibilisation sur le phénomène du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire*, organisée par l'ONG Femmes-proactives, le samedi 29 juillet 2023 dans le parc national du Banco illustre bien cette réalité. En effet, les membres cette association se sont retrouvés pour une marche entre eux. Et profitant de l'occasion, ils ont lancé un message de sensibilisation contre le réchauffement climatique à travers L'INTELLIGENTTV, une chaîne de télévision en ligne.



Photo 3 :Séance d'échanges avec des lycéens
Source : IRD



Photo 4 : Marche pour la sensibilisation contre le réchauffement climatique
Source : L'intelligent.TV

3.1.3. L'argumentation dans le discours des structures étatiques et des ONG sur le réchauffement climatique

L'argumentation est définie comme étant l'ensemble « *des moyens verbaux qu'une instance de locution met en œuvre pour agir sur ses allocutaires en tentant de les faire adhérer à une thèse, de modifier ou de renforcer les représentations et les opinions qu'elle prête, ou simplement de susciter leur réflexion sur un problème donné* »⁵. Prenant appui sur cette définition, nous présentons et analysons ici l'argumentation

⁵Ruth AMOSSY, L'argumentation dans le discours, Paris, Armand Colin, 2010, P.36

dans le discours des campagnes de sensibilisation contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. En communication des risques, la perception du risque par les publics cibles est déterminante car « *Dans une compréhension des risques, on ne peut faire abstraction de la perception qu'auront les personnes potentiellement touchées par les effets de ces risques. C'est cette perception qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent en vue d'en atténuer les effets* »⁶. Le cycle itératif de l'expression, de l'écoute, de la rétroaction et surtout du questionnement est donc indispensable à l'efficacité de la communication des risques. Il s'agit ici, de voir comment le phénomène du réchauffement climatique est présenté à la population cible et la perception de cette dernière qui en découle : le changement climatique est-il perçu comme un phénomène venu d'ailleurs dont nous sommes victimes sans en être aucunement responsables des causes ? Ou comme un phénomène qui menace notre survie et l'existence de la planète, et dont les causes partagées sont à situer tant à un niveau collectif qu'individuel ?

3.1.3.1. Les messages directifs et flous

Les actes directifs sont des énoncés par lesquels le locuteur tente de pousser le récepteur à agir dans un sens particulier et dans un laps de temps. Ils sont considérés comme menaçants pour le récepteur car c'est une façon de lui rappeler son rôle d'exécutant, de subalterne. Il peut donc refuser d'obéir ou même contester le droit même du requérant de lui adresser une telle demande.

Sur les vingt-huit (28) communications analysées, aucune d'elles ne comporte de messages directifs. Par contre, on y retrouve des discours qui manquent de clarté. Il s'agit précisément de neuf (9) communications sur l'ensemble des interventions analysées. Le discours de la présidente de l'ONG « Étoile d'amour » lors de la campagne de sensibilisation des femmes leaders du département de Tiassalé sur les écogestes en est une parfaite illustration. En effet, voulant inviter les femmes à la pratique des écogestes, Mme KOUAKOU Elise déclare : « *Les femmes sont le moteur de toute chose. La femme est conseillère, elle est l'épouse, la mère, elle est la fille. Et donc la femme est consellère, la femme sait comment poser les problèmes, la femme est incontournable. Elle est incontournable dans le développement. Et comme nous avons sensibilisé les autorités, les papas, nous sensibilisons maintenant les femmes pour qu'elles les appuient dans cette continuation* ».

3.1.3.2. Les discours axés sur la perception du risque par le public

Il convient de rappeler ici qu'une communication des risques obéit à une démarche qui se fait sur le long terme. Le processus intervient avant, pendant et après la crise. Avant la survenue de la crise, la communication qui se fait à titre préventif, doit être centrée sur la perception du risque par les publics cibles en privilégiant la rétroaction des populations concernées à travers l'écoute et le questionnement. Le questionnement permet d'accroître la qualité des communications en suscitant la réflexion pour une bonne compréhension du risque et en facilitant de nouvelles perceptions. Le questionnement ainsi que l'écoute qui le précède sont donc indispensables à l'efficacité de la communication des risques.

L'observation documentaire montre qu'aucune communication du gouvernement ivoirien et des ONG n'est centrée sur la perception du risque par les populations. En effet, toutes les communications analysées même lorsqu'elles sont de type interactif, ne mettent pas l'accent sur la rétroaction pour connaître le niveau de compréhension du

⁶ Jean Bernard GUINDON, « *Les dispositions pour s'ouvrir au domaine de la communication des risques applicable à la météorologie et à la climatologie* », in Communication des risques météorologiques et climatiques, Presses de l'Université du Québec, 2017

risque et sa bonne représentation par les publics concernés. L'exemple de la rencontre de sensibilisation des populations de Toumandjié-village (Région d'Aboisso) sur le réchauffement climatique, organisée par la plateforme nationale de Côte d'Ivoire issue de la Convergence globale des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes en est une parfaite illustration. En effet, à cette rencontre qui visait à sensibiliser les populations à la lutte contre le réchauffement climatique et à recueillir leurs avis et propositions pour la COP27 en Egypte, M. Sinan OUATTARA, Président de cette plateforme déclare « *Nous sommes ici dans le cadre de la caravane contre le changement climatique, la caravane pour la justice climatique, la caravane pour éveiller les consciences de nos populations et de nos autorités pour faire comprendre que nous souffrons du changement climatique que nous n'avons pas provoqué. Nous ne sommes pas responsables du changement climatique et nous en sommes les victimes. Et ils nous ont promis de nous aider pour lutter contre cette souffrance qu'ils ont provoqué, malheureusement leur promesse n'a pas été tenue...* ». Une telle déclaration nie la responsabilité individuelle dans l'aggravation du risque puisqu'elle pourrait laisser croire que le réchauffement climatique est un phénomène venu exclusivement d'ailleurs, dont nous sommes victimes sans en être aucunement responsables des causes.

4. Discussion

La sensibilisation et l'éducation du public sur les questions environnementales et sociales ne cessent de croître. Cependant, les problèmes environnementaux les plus alarmants ne semblent pas trouver d'écho dans les préoccupations quotidiennes des populations parce que l'approche de communication unilatérale souvent utilisée par les acteurs du changement ne saurait convenir dans une telle démarche. En effet, la diffusion de simples messages d'information à l'attention d'une population donnée, même de manière régulière, ne peut suffire à changer son comportement dans le sens souhaité. Car dans une telle communication, le processus est basé sur l'approche diffusionniste de l'information (Rogers, 1962) qui n'encourage pas l'interaction et qui considère les bénéficiaires du changement comme de simples réceptacles passifs à qui l'on fait rarement appel dans le processus de communication (Sokhna N'diaye, 1995). Or, si les informateurs sur les risques ne tiennent pas compte de la rétroaction des publics visés tout au long du processus, il y a fort à parier que les comportements attendus des personnes ne seront pas adaptés ni conformes... En communication des risques, le cycle itératif de l'expression, de l'écoute, de la rétroaction et du questionnement est indispensable à son efficacité (Guindon, 2017). Dans ce contexte, il est clair que les communications des structures étatiques et des ONG sur les changements climatiques ne peuvent être efficaces que si elles sont interactives et non linéaires.

Dans cette section, nous mettons donc en lien, les résultats obtenus avec les catégories spécifiées en fonction de notre objectif qui est d'analyser les pratiques communicationnelles des structures étatiques et des ONG dans le cadre de la gouvernance climatique. Cette analyse vise à valoriser la communication des risques dans la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'analyser précisément, la communication sur le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire pour savoir si celle-ci est conforme au standard d'une communication des risques, c'est-à-dire une communication basée sur les échanges et qui privilégie la perception des risques par les publics cibles. Car c'est cette perception qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent en vue d'en atténuer les effets.

Le premier volet des résultats de notre recherche documentaire porte sur le caractère des communications sur les changements climatiques. Ces résultats montrent que la

majorité des communications des structures gouvernementales et des ONG sur le réchauffement climatique sont des communications préventives à caractère interactif. La communication des risques étant une communication intensément rétroactive permettant d'appréhender les risques par le questionnement, le caractère interactif des communications sur les changements climatiques est la condition sine qua non pour vérifier la perception des risques par les populations concernées.

Le deuxième volet des résultats de l'observation documentaire et de l'entretien semi-directif porte sur la perception et la représentation des risques par les populations impactées. Les résultats montrent que les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements climatiques ne mettent pas l'accent sur la perception des risques par les populations concernées. Or, dans une compréhension des risques, on ne peut faire abstraction de la perception qu'auront les personnes potentiellement touchées par les effets de ces risques (Guindon, 2017). Par ailleurs, l'importance de la perception et de la représentation des risques qui en découle est mise en exergue par Jean Claude Abric (1994) quand il définit la représentation des risques comme une vision fonctionnelle du monde, pouvant permettre à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites en comprenant la réalité à travers son propre système de références, donc de s'y adapter, de s'y définir une place. Les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements du climat ne sont donc pas efficaces puisqu'elles ne respectent pas les standards d'une communication des risques qui privilégie la perception des risques par les populations.

Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements climatiques. Nos résultats ont montré que ces communications, même si elles sont basées sur des échanges, ne sont pas efficaces parce qu'elles ne respectent pas les standards d'une communication des risques, c'est-à-dire qu'elles ne mettent pas l'accent sur la perception des risques par les populations concernées.

Cet article recommande donc la prise en compte de la perception du risque par les populations dans le cadre de la gouvernance politique en matière de changement climatique pour une meilleure adaptation et une atténuation de ce phénomène mondial. Car dans un contexte où les changements climatiques et les catastrophes naturelles s'intensifient, la communication des risques joue un rôle majeur pour la sécurité publique, les infrastructures et l'économie.

Références Bibliographiques

ABRIC J.C., (1994). *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF

AMOSSY, R., (2010). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin.

BLUMEREAU, D. et MAUDINET, A. (association CliMates) (2016). « *La génération Climat veut les clés pour agir* », Le Monde, <http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/20/la-generation-climat-veut-les-clefs-pour-agir_4905627_3232.html> (consulté le 12 septembre 2023).

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (2015) *Vivre ensemble de changement climatique, entre subir et agir*, issu des forums organisés par le CESE. Paris, Presses universitaires de France.

DAI, W. (1999). « *Human response to change* », *Futures*, vol. 31, p. 609-616.

JAUJARD, F. et GADILLE, M. (2015). « *Déchiffrer les savoirs des acteurs locaux et créer la collaboration entre les parties prenantes : des facilitateurs pour un grand projet*

de changement » dans V. Lehmann, B. Motulsky et V. Colomb (dir.), Changement et grands projets : des choix engagés. Québec, Presses de l'Université du Québec, P. 179-197.

KONAN, F. (2018). *Productions médiatiques et prévention des risques environnementaux dans le District d'Abidjan (Côte d'Ivoire)*, Thèse de doctorat, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire.

LAIGNEL, B., (2015). *Le changement climatique et ses effets de l'échelle globale à régionale : Etat des lieux*, Université de Rouen.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS, (2000). *Communication nationale initiale de la Côte d'Ivoire sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*, Abidjan.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS, (2010). *Seconde Communication nationale initiale de la Côte d'Ivoire sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*, Abidjan.

MOSCOVICI, S. (2000). *Social Representations*, Cambridge, Polity Press.

MOTULSKY, B., GUINDON, J.B. et TANGUAY-HEBERT, F. (dir.) (2017). *Communication des risques météorologiques et climatiques*. Québec, Presse de l'Université du Québec

ROGERS, E. M., (1995). *Diffusion of Innovations*, fourth edition, New York: Free Press,

SIBIRI, Y. (2018), *Valorisation des Résultats de la Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire & Modélisation de la Chaîne de valeur par la Communication*, Thèse de Doctorat, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire.

<https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=15633>